

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement d'Occitanie  
320 Chemin de Maquens  
ZI la Bouriette - CS 70069  
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 22/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Distillerie d'Argeliers**

13 Cours de la République  
11120 Argeliers

Références : 2024-171  
Code AIOT : 0006600008

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2024 dans l'établissement Distillerie d'Argeliers implanté 13, Cours de la République 11120 Argeliers. L'inspection a été annoncée le 13/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Apprécier les dispositions en place vis-à-vis de la thématique "sécheresse".  
Prendre connaissance de l'état d'avancement de la réalisation du projet de traitement des effluents bruts en vue de leur réutilisation dans le process.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Distillerie d'Argeliers
- 13, Cours de la République 11120 Argeliers
- Code AIOT : 0006600008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La distillerie d'Argeliers exploite sur le territoire de la commune d'Argeliers une unité de distillation. Pour les besoins de son activité, le site met en œuvre des matières premières (acide nitrique, SO<sub>2</sub>...) et produit des matières (alcools) qui sont intrinsèquement associées à des risques.

Ces risques (incendie-explosion-chimique) sont maîtrisés par la mise en œuvre de moyens et de dispositions particulières ainsi qu'un suivi et une maintenance régulière.

Une installation de traitement des effluents permet la réutilisation des eaux traitées dans le process de production (vapeur d'eau).

#### Thèmes de l'inspection :

- AN24 Sécheresse

### 2) Constats

#### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 06/06/2023, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 06/06/2023, article 2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 06/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	STEP-BASSINS	Arrêté Préfectoral du 02/10/2023, article 1.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	STEP-BASSINS	Arrêté Préfectoral du 02/10/2023, article 1.2.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	STEP-BASSINS	Arrêté Préfectoral du 02/10/2023, article 4.3.8	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Entretien	Arrêté Préfectoral du 02/10/2023, article 1.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
14	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 12/05/2011, article 3.1.3 ; 4.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 06/06/2023, article 3	Sans objet
7	STEP-BASSINS	Arrêté Préfectoral du 02/10/2023, article 8.3.1	Sans objet
8	STEP-BASSINS	Arrêté Préfectoral du 02/10/2023,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 4.3.8	
10	STEP-BASSINS	Arrêté Préfectoral du 02/10/2023, article 4.3.8	Sans objet
11	STEP-BASSINS	Arrêté Préfectoral du 02/10/2023, article 7.5.1	Sans objet
12	STEP-BASSINS	Arrêté Préfectoral du 02/10/2023, article 2.3.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'équipe d'inspection note plusieurs points :

- Le site est propre et bien entretenu. Les zones de circulation à l'intérieur du site sont récemment recouvertes d'un enrobé "bitume", ce qui facilite l'entretien du site et la circulation des véhicules en supprimant les envols de poussières pendant les périodes de forte activité,
- Les zones de stockage sont bien identifiées, facilement accessibles, et propres,
- Les documents présentés reflètent une bonne organisation des suivis réglementaires,
- L'exploitant s'implique sur la question de la sobriété hydrique, en témoignant les procédés de réutilisation, les investissements réalisés et le dispositif de suivi et sensibilisation mis en place..

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/06/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prélèvements
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de réduire les prélèvements et la consommation d'eau,</li> <li>- connaître en permanence la consommation d'eau des différents postes de consommations d'eau de toute nature,</li> <li>- limiter des rejets polluants.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><i>Documents présentés par l'exploitant :</i></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plan des réseaux de 2008</li> <li>- Plan général des canalisations de août 2021</li> </ul> <p><b>Situation relevée par l'inspection :</b></p> <p>Les dernières modifications apportées manuellement sur le plan des réseaux présentés ne sont pas datées.</p> <p>Le plan des réseaux du site manque d'informations : réseau de prélèvements (puits A et B) + réseau Mirepeisset + localisation des totalisateurs + réseau RIA</p> <p><b>Action retenue :</b></p>

L'exploitant est invité à mettre à jour le plan de ses réseaux eau et incendie sur la base des éléments cités ci-dessus. (3 mois)
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant est invité à mettre à jour le plan de ses réseaux eau et incendie sur la base des éléments cités ci-dessus. (3 mois)
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Maîtrise des prélèvements
<b>Prescription contrôlée :</b>  Limitation des niveaux de prélèvements en cas de crise : Vigilance / Alerte / alerte renforcée / Crise
<b>Constats :</b>  <b>Documents présentés par l'exploitant :</b> - Cahier de suivi des bassins d'évaporation 2023 - Relevé compteurs prélèvement 2023 : Compteur n°1 (puits A - puits B) + compteur n° 2 (BRL) + eau de ville en période de déclenchement de niveau de sécheresse - AP sécheresse de 2023  <b>Situation relevée par l'inspection :</b> Le total des prélèvements cumulé en 2023 s'élève à 13 635 m3, dont 4 591 m3 sur le compteur n°1. Seuils de l'AP 2023 : Prélèvement annuel sur le compteur n° 1 : 11 000 m3/an et 90 m3/j. Le suivi des prélèvements sur l'ouvrage extérieur "Puits Mirepisset" ne fait pas l'objet d'une comptabilisation spécifique, prélèvement regroupé avec celui de BRL via la canalisation d'amenée commune : selon les dires de l'exploitant, aucun prélèvement sur ce puits en 2023.  <b>Action retenue : (3 mois)</b> Les actions de suivi répondent aux objectifs de la prescription. Cependant, l'exploitant est invité à équiper l'ouvrage extérieur "Puits Mirepisset" d'un totalisateur spécifique afin de suivre son activité. L'exploitant est invité à mettre à jour le plan des réseaux au niveau du réseau BRL et de l'ouvrage extérieur "Puits Mirepisset".
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Cependant, l'exploitant est invité à équiper l'ouvrage extérieur "Puits Mirepisset" d'un totalisateur spécifique afin de suivre son activité. L'exploitant est invité à mettre à jour le plan des réseaux au niveau du réseau BRL et de l'ouvrage

extérieur "Puits Mirepisset".
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Modalités de restriction
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Mesures de restrictions :</p> <p>L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les dispositions décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchés par le préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les installations et les prélèvements de l'établissement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Documents présentés par l'exploitant :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Cahier de suivi des bassins d'évaporation 2023</li> <li>- Relevé compteurs prélèvement 2023 : Compteur n°1 (puits A - puits B) + compteur n° 2 (BRL) + eau de ville en période de déclenchement de niveau de sécheresse</li> <li>- AP sécheresse de 2023</li> </ul> <p><b>Situation relevée par l'inspection :</b></p> <p>Un suivi journalier des prélèvements est activé pour chaque période d'évènement "sécheresse" déclenchées par la préfecture.</p> <p>Dans la mesure du possible, les essais du bon fonctionnement du dispositif de détection/extinction sont planifiés sur des périodes suspectées "hors sécheresse" : habituellement entre février et juin. Pour l'année 2024, cette planification est prévue courant juin.</p> <p>Les actions de suivi répondent aux objectifs de la prescription ainsi que la prise en compte d'organiser des exercices incendie hors période prévisible de sécheresse.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Un suivi journalier des prélèvements est activé pour chaque période d'évènement "sécheresse" déclenchées par la préfecture.</p> <p>Dans la mesure du possible, les essais du bon fonctionnement du dispositif de détection/extinction sont planifiés sur des périodes suspectées "hors sécheresse" : habituellement entre février et juin. Pour l'année 2024, cette planification est prévue courant juin.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Bilan suivi sécheresse

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'évaluation a posteriori des mesures mises en places,</li> <li>- un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités,</li> <li>- les coûts afférents</li> <li>- une proposition de modifications des mesures précisées à l'article 4 avec le cas échéant de nouvelles mesures.</li> </ul> <p>Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><i><b>Documents présentés par l'exploitant :</b></i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Bilan sécheresse 2023</i></li> </ul> <p><b>Situation relevée par l'inspection :</b></p> <p>Le bilan sécheresse 2023 présenté mérite d'être complété pour faire apparaître des spécificités du site ou des périodes de fonctionnement à caractère "exceptionnel" :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mieux valoriser la réception des condensats non utilisés et stockés à des fins de réserve d'eau de process : comptabilisation spécifique</li> <li>- identifier les volumes prélevés et les condensats générés en période de fonctionnement exceptionnel tel que distillation de crise ...</li> <li>- Mieux mettre en valeur le pourcentage d'eau recyclé : selon les dires de l'exploitant, celui-ci s'élève en 2023 à 59%.</li> </ul> <p>L'exploitant confirme la phase de mise en points de l'aménagement de sa zone bassin destinée à traiter ses effluents pour les réintroduire dans son process ; l'investissement global s'élève à 3 millions d'euros. Un retard dans la mise en activité nominale de ce dispositif lié à des délais d'installation du poste ENEDIS d'alimentation électrique du site.</p> <p><b>Action retenue :</b></p> <p>L'exploitant est invité à compléter son bilan 2023 sur la base des éléments ci-dessus. (1 mois)</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant est invité à compléter son bilan 2023 sur la base des éléments ci-dessus.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 5 : STEP-BASSINS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2023, article 1.2.4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Consistance partie distillerie
<b>Prescription contrôlée :</b>

- \* 1 connexion sur le réseau public en alimentation en eau potable utilisée pour les besoins sanitaires
- \* 1 connexion sur le réseau du Bas Rhône avec un contrat de fourniture à concurrence de 15 m<sup>3</sup>/h
- \* 1 puits extérieur (route de Mirepeisset) équipé d'une pompe de 50 m<sup>3</sup>/h et d'une profondeur de 5,90 mètres
- \* le puits (dénommé A) d'une profondeur de 5,20 mètres et d'un diamètre de 2,00 mètres est équipé de 3 pompes fonctionnant en série d'un débit maximum de 72 m<sup>3</sup>/h
- \* le puits (dénommé A) communique via une galerie drainant enterrée à une profondeur de 3,90 mètres et de diamètre 1,40 mètres avec un second puits (dénommé B), d'une profondeur de 3,90 mètres et d'un diamètre de 1,80 mètres, situé sur le site de la distillerie et distant d'environ 30 mètre
- \* une réserve incendie - citerne souple - de 260 m<sup>3</sup> associée à deux poteaux d'aspiration
- \* une réserve incendie - cuve fixe - de 140 m<sup>3</sup> associée à un raccord pompier
- \* un ensemble de trois canalisations « aller-retour » (d'une longueur d'environ 2,50 km) destiné au transfert d'effluents bruts (diamètre extérieur de 125 mm), eaux épurées (diamètre extérieur de 90 mm) et de condensats saumâtres (diamètre extérieur de 63 mm)
- \* une unité de déminéralisation des eaux traitées comprenant : une cuve de stockage, un filtre « ultra filtration », un filtre charbon actif, une osmose inverse et une cuve tampon de régulation du pH avant introduction dans la chaudière.

#### Constats :

##### ***Documents présentés par l'exploitant :***

- Plan des réseaux de 2008
- Plan général des canalisations de août 2021
- Plan ressources incendie de février 2024
- Plan sources d'énergie de février 2024
- Plan chargement/déchargement de février 2024
- Plan stockage produits de février 2024

##### **Situation relevée par l'inspection :**

L'inspection a constaté la mise en place de la nouvelle installation de traitement au niveau des bassins

Les dernières modifications apportées manuellement sur le plan des réseaux présentés ne sont pas datées.

Le plan des réseaux du site manque d'informations : réseau de prélèvements (puits A et B) + réseau Mirepeisset + localisation des totalisateurs + réseau RIA

##### **Action retenue :**

L'exploitant est invité à mettre à jour le plan de ses réseaux eau et incendie sur la base des éléments cité ci-dessus. (3 mois)

##### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant est invité à mettre à jour le plan se ses réseaux eau et incendie sur la base des éléments cité ci-dessus.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant



**N° 6 : STEP-BASSINS**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/10/2023, article 1.2.4

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Consistance partie STEP-BASSINS

**Prescription contrôlée :**

- un ensemble de trois canalisations « aller-retour » (d'une longueur d'environ 2,50 km) destiné au transfert d'effluents bruts (diamètre extérieur de 125 mm), eaux épurées (diamètre extérieur de 90 mm) et de condensats saumâtres (diamètre extérieur de 63 mm) - une lagune tampon de 10 000 m<sup>3</sup>,
- une lagune biologique de 2 720 m<sup>3</sup>,
- un bassin d'anoxie de 500 m<sup>3</sup>,
- deux cuves de décantation de 19 m<sup>3</sup> chacune,
- trois postes de relevage, des filtres plantés de roseaux de 816 m<sup>2</sup> (3 casiers de 272 m<sup>2</sup> chacun),
- un lit de séchage de 4 880 m<sup>2</sup> (6 casiers de 813 m<sup>2</sup>),
- Un bassin d'évaporation des eaux traitées de 17 400 m<sup>2</sup> (garde de 30 cm).

La gestion des différents bassins composant la STEP-bassins se fait conformément aux dispositions retenues par l'exploitant dans son porter à connaissance en date du 16 décembre 2022. L'ensemble comprend : une lagune tampon de 10 000 m<sup>3</sup>, une lagune biologique de 2720 m<sup>3</sup>, un bassin d'anoxie de 500 m<sup>3</sup>, 3 postes de relevage. Des filtres à roseaux d'une surface totale de 816 m<sup>2</sup> en 3 casiers de 272 m<sup>2</sup> chacun, des lits de séchage d'une surface totale de 4880 m<sup>2</sup> en 6 casiers de 813 m<sup>3</sup> chacun, un bassin d'évaporation du surplus d'effluents traités de 17400 m<sup>2</sup> avec une garde minimale de sur-verse de 30 cm.

**Constats :**

**Situation relevée par l'inspection :**

Les travaux de réaménagement de la zone des bassins ont été finalisés fin décembre 2023. L'inspection a constaté la présence de cette nouvelle unité qui est en phase de mise au point. Un retard dans la mise en activité nominale de ce dispositif lié à des délais d'installation du poste ENEDIS d'alimentation électrique du site.

Actuellement, les installations fonctionnent en mode dégradé via un groupe électrogène installé sur place depuis janvier 2024.

L'installation définitive du poste d'alimentation par ENEDIS est prévu courant mai 2024.

Au passage à proximité du bassin tampon, sous la direction des vents et temps pluvieux au moment de la visite, une faible odeur nauséabonde était nettement perceptible : Situation expliquée par l'exploitant qui est dû à une oxygénation du bassin tampon insuffisante lié à une alimentation électrique réduite - groupe électrogène - ne permettant pas d'alimenter l'ensemble du dispositif d'aération.

**Action retenue : (2 mois)**

L'exploitant est invité à maintenir, au quotidien, une grande vigilance sur l'évolution des odeurs durant toute la phase de fonctionnement dégradée du bassin tampon et lors de la mise en marche à plein régime de l'ensemble du dispositif d'aération afin de ne pas générer de nuisances olfactives incommodantes pour le voisinage.

L'exploitant est invité à définir des dispositions palliatives en cas de dérive du procédé au niveau

des odeurs susceptibles d'être générées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant est invité à maintenir, au quotidien, une grande vigilance sur l'évolution des odeurs durant toute la phase de fonctionnement dégradée du bassin tampon et lors de la mise en marche à plein régime de l'ensemble du dispositif d'aération afin de ne pas générer de nuisances olfactives incommodantes pour le voisinage. L'exploitant est invité à définir des dispositions palliatives en cas de dérive du procédé au niveau des odeurs susceptibles d'être générées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : STEP-BASSINS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2023, article 8.3.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Admision des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les effluents destinés à être traités ne peuvent être admis dans l'établissement que dans la mesure où ils sont clairement identifiés de façon à pouvoir connaître en toutes circonstances son producteur ou son collecteur. Les bassins composant la STEP-bassins sont autorisés à recevoir des effluents d'origine vinicole (bruts et non distillés) ainsi que des effluents d'origine végétale et ayant au préalable subi une filtration à la maille d'au moins de 1 mm. Ces effluents doivent en outre satisfaire aux conditions définies aux alinéas ci-après.  Aucun apport n'a lieu par camion directement sur le site de la STEP-bassins hors cas particuliers qui feront l'objet d'une information préalable de l'inspection (intervention sur canalisations...)
<b>Constats :</b>  <b>Situation relevée par l'inspection :</b> Les effluents ne sont pas acheminés sur le site des bassins. Les quelques apports extérieurs sont connus et les caractéristiques des effluents identifiés.  La disposition est respectée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : STEP-BASSINS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2023, article 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Gestion des eaux polluées

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les effluents de la distillerie (vinasses, lies etc...) et de tiers (vinasses, saumures etc...) qui répondent aux conditions du chapitre 8.3 « admission des effluents » sont obligatoirement déversés sur la zone de dépotage des effluents présente sur le site de la distillerie.</p> <p>Aucun effluent ne doit être déversé directement sur le site STEP-bassins hors cas particuliers qui feront l'objet d'une information préalable de l'inspection (intervention sur canalisations...).</p> <p>Les effluents sur le site de la distillerie sont transférés, sous le contrôle de la distillerie, via un jeu de trois canalisations en éléments PEHD, transfert d'effluents bruts (diamètre extérieur de 125 mm), transfert eaux épurées (diamètre extérieur de 90 mm) et de transfert de condensats saumâtres (diamètre extérieur de 63 mm), qui relie sans aucune interconnexion le site de distillation et le site de la STEP-bassins.</p> <p>La distillerie gère la bonne répartition des effluents dans les bassins conformément aux documents techniques réalisés dans le cadre de ce projet, et maintien a minima une garde de 30 cm dans le bassin d'évaporation.</p> <p>Cette garde pourra, le cas échéant, être augmentée sur le retour d'expérience relative à la pluviométrie locale et départementale.</p> <p>A cette fin, l'exploitant tient à jour un registre mensuel sur lequel est reporté la pluviométrie locale et départementale.</p> <p>En cas de défaillance sur les bassins et/ou les canalisations, de limite de remplissage atteinte, l'exploitant doit obligatoirement entraîner l'arrêt immédiat des déversements.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires afin d'empêcher le risque de surverse de ses bassins.</p> <p>Aucun déversement d'effluents n'a lieu directement sur le site des bassins de stockage et d'évaporation hors cas particuliers qui feront l'objet d'une information préalable de l'inspection (intervention sur canalisations...).</p> <p>L'épandage des effluents stockés sur le site de la STEP-bassins n'est pas autorisé à l'extérieur du site.</p> <p>Aucun rejet vers le milieu extérieur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les dispositions de la prescription sont respectées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : STEP-BASSINS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2023, article 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance et entretien STEP+BASSINS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit s'assurer que les conditions de stockage des effluents à traiter, en cours de traitement et traités n'entraînent pas de fermentations risquant de provoquer des nuisances olfactives (voir TITRE 4 du présent arrêté).</p> <p>Le contrôle du niveau est effectué au moyen de règle de niveau disposée dans le bassin</p>

d'évaporation.

L'exploitant reporte, selon une périodicité mensuelle, sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées le niveau d'effluent présent dans le bassin d'évaporation. Cette périodicité est hebdomadaire pendant les mois de pleine activité (septembre à novembre).

La surveillance, hebdomadaire, des bassins doit prendre en compte le contrôle de l'étanchéité et de la stabilité des bassins composant la STEP-bassins.

Une vérification approfondie et détaillée de l'ensemble des talus et des crêtes des bassins composant la STEP-bassins est effectuée au moins deux fois par an pour y déceler d'éventuels indices d'instabilité et de fuite.

L'ensemble des bassins composant la STEP-bassins est régulièrement curé et nettoyé selon une périodicité annuelle ou dès que la hauteur de boue présente atteint 5 cm dans le bassin d'évaporation.

Les LSPR sont prévus pour accepter jusqu'à 1,20 m de boue, le curage commence la quatrième année afin de mettre en place un roulement d'un casier par an.

Chaque casier sera donc curé a minima tous les 6 ans, cette échéance pourra être revue en fonction des difficultés ou gênes qui pourraient être générées par le procédé d'épuration (odeurs ...).

Les autres bassins qui sont maintenus en agitation constante, ne génèrent pas de dépôt de boue.

L'entretien des ouvrages

- bassins composant la STEP-bassins - doit prendre en compte le drainage des eaux extérieures au site ainsi que l'ensemble des mesures correctrices nécessaire au maintien et à la stabilité pérenne des ouvrages.

Le service d'inspection, le cas échéant, pourra imposer la réalisation d'un diagnostic d'étanchéité et de stabilité.

Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant.

#### **Constats :**

##### **Situation relevée par l'inspection :**

Le remodelage du site des bassins a conduit à équipé d'une géomembrane l'ensemble des bassins "process" à l'exception du bassin de stockage et d'évaporation des effluents traités re-profilé en terre battue.

Les certificats de pose et de soudure des membranes géotextiles ont été présenté par l'exploitant.

Concernant le bassin de stockage et d'évaporation des effluents, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les justificatifs relatifs au niveau d'étanchéité atteint par compactage.

##### **Action retenue :**

L'exploitant est invité à présenter l'ensemble des justificatifs démontrant le bon niveau d'étanchéité du bassin de stockage et d'évaporation des effluents traités non équipé de membrane géotextile. (1 mois)

L'équipe d'inspection rappelle la nécessité de choisir, le cas échéant, uniquement des variétés de végétaux dont le système racinaire ne porte pas atteinte aux ouvrages afin de préserver et pérenniser l'intégrité de l'étanchéité des digues et fonds des bassins.

##### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant est invité à présenter l'ensemble des justificatifs démontrant le bon niveau

d'étanchéité du bassin de stockage et d'évaporation des effluents traités non équipé de membrane géotextile. L'équipe d'inspection rappelle la nécessité de choisir, le cas échéant, uniquement des variétés de végétaux dont le système racinaire ne porte pas atteinte aux ouvrages afin de préserver et pérenniser l'intégrité de l'étanchéité des digues et fonds des bassins.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 10 : STEP-BASSINS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2023, article 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance et entretien Canalisations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit s'assurer de la bonne étanchéité dans le temps des trois canalisations enterrées de transfert d'effluents du site de la distillerie vers le site de la STEP-bassins. L'exploitant est responsable du suivi, de la maintenance et du bon fonctionnement de l'ensemble des éléments d'isolement placé sur ces canalisations. L'ensemble des canalisations et des vannes d'isolement est placé sous la responsabilité de la distillerie et doit être régulièrement contrôlé autant de fois que nécessaire et, a minima, selon une périodicité annuelle et à chaque fois que des travaux sont effectués dans le voisinage proche du passage des canalisations. L'exploitant doit informer les services techniques de la mairie d'Argeliers de la présence des trois canalisations et de leur tracé ainsi que de toutes les caractéristiques techniques disponibles. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement l'ensemble des justificatifs liés à cette surveillance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><i>Documents présentés par l'exploitant :</i></b>  - Plan du tracé des canalisations de 2021  - Attestation de réception des travaux de mars 2023  - Essais d'étanchéité du 23/02/2023</p> <p><b>situation relevée par l'inspection :</b>  Aucune observation particulière n'est relevée dans les documents présentés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : STEP-BASSINS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2023, article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Organisation

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.</p> <p>L'exploitant assure une visite régulière visant à s'assurer du bon fonctionnement de la STEP-bassins.</p> <p>L'exploitant procède en tant que de besoin, au moins une fois par an, à un nettoyage complet (tonte, débroussaillage, ...) ainsi qu'à l'entretien complet des abords de la STEP-bassins, des bassins de stockage et d'évaporation, des digues et des abords du site.</p> <p>L'exploitant procède en tant que de besoin, au moins une fois par an, à une vérification d'étanchéité des trois canalisations de transfert des effluents vers le site des bassins d'évaporation ainsi que de tous les éléments d'isolement présents sur ces canalisations. Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Action relevée par l'inspection :</b></p> <p>L'aménagement de la zone des bassins est achevé depuis décembre 2023. Le site est propre et bien tenu.</p> <p>La bonne gestion de cette installation ne pourra s'apprécier qu'ultérieurement.</p> <p>Les documents présentés et la gestion du site montrent que les dispositions sont anticipées pour maintenir un bon niveau de fonctionnement de cette nouvelle unité de traitement des effluents.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 12 : STEP-BASSINS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2023, article 2.3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Esthétique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...).</p> <p>Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations,...).</p> <p>Le site de traitement des effluents STEP-bassins sera, après concertation avec les services VNF-voies navigables de France - aménagé en bordure de site par des plantations et/ou végétations adaptées et ne présentant pas de risques pour la stabilité et l'étanchéité des bassins ainsi que pour le bon fonctionnement des installations et du matériel (pas d'arbres, de feuillages risquant de nuire à l'efficacité des aérateurs et pompes...)</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Voir constats précédents.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
-
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Entretien**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2023, article 1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Vérifications périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b>
Suivi vérifications
<b>Constats :</b>
<p><b><i>Documents présentés par l'exploitant :</i></b></p> <p>- Rapport de vérifications périodiques d'un système d'extinction automatique de type sprinkleur - vérification annuelle : Bureau Véritas du 17/02/2023</p> <p><b>Situation relevée par l'inspection :</b></p> <p>Un test de mise en situation incendie est programmé pour juin 2024. Dernière vérification de PIA + émulseur : juin 2023. L'ensemble des recommandations émises dans le rapport du 17/02/2023 ne sont pas encore finalisées.</p> <p><b>Action retenue :</b></p> <p>Produire les justificatifs relatifs à la bonne prise en compte et réalisation des recommandations émises dans le rapport de Bureau Véritas du 17/02/2023.(3 mois)</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Produire les justificatifs relatifs à la bonne prise en compte et réalisation des recommandations émises dans le rapport de Bureau Véritas du 17/02/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 14 : Odeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2011, article 3.1.3 ; 4.3.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Zone bassins
<b>Prescription contrôlée :</b>
article 3.1.3

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toutes circonstances l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

article 4.3.3

La conception et la performance des installations de traitement (ou de prétraitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs-limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs-limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

**Constats :**

voir constat ci-dessus n° 6.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

voir constat ci-dessus n° 6.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois